LES TENSIONS QUE CONNAÎT LE PAYS NE LE FONT PAS RÉAGIR

Le silence d'Ouyahia

Pendant que le pays bouillonne, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, s'impose un silence lourd et prolongé. C'est à le croire détaché de la vie de la cité. Observe-t-il strictement quelque instruction venue de plus haut pour ainsi demeurer sans voix ?

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Il paraît très peu vraisemblable que le Premier ministre se soit résigné au mutisme comme une attitude délibérée, libre de toute contrainte. Ça ne ressemble pas à l'homme qui a habitué à plus d'entrain et de régularité en termes de production discursive. Notamment lorsque les situations et les contingences l'y interpellent. Depuis avant que le président ne sonne en juillet l'heure des vacances pour le staff gouvernemental, on ne connaît à Ahmed Ouyahia qu'une seule expression publique : une déclaration à l'Assemblée populaire nationale en marge de la séance de vote de l'ordonnance présidentielle portant loi de finances complémentaire 2009.

Et c'était, on se le rappelle bien, évidemment pour faire siennes la philosophie et les dispositions de la loi en question, soutenant principalement qu'elle protégeait les intérêts de l'Algérie. Depuis, rien. Pas le moindre traître mot, alors que ce ne sont pas les occasions qui ont manqué. Ni la rentrée sociale avec toute l'agitation qu'elle a charriée, ni les actualités politiques brûlantes ne sont parvenues à le faire départir de son sidéral mutisme. Et, convenons-en, c'est lorsque les premiers ministres se taisent, en l'espèce Ahmed Ouyahia, que les bavardages gorgent les chaumières et les espaces publics et médiatiques.

Que se raconte-t-il justement ? D'abord que c'est contre son gré que le Premier ministre a rengainé durablement sa parole. Ensuite que ce silence, vécu, donc, comme un supplice, est annonciateur, sinon synonyme, de turbulences politiques au sommet de l'Etat. La rue, qui rarement se trompe dans ses décodages politiques, lit et lie le silence de Ahmed Ouyahia au courant qui de plus en plus passe mal entre ce dernier et le chef de l'Etat. Il se dit, ici et là, que c'est le président Bouteflika qui intima à son Premier ministre de réduire de la fréquence de ses laïus publics, voire carrément s'en abstenir.

En parfait commis de l'Etat, Ahmed Ouyahia, qui a emprunté l'escalier de service et non les chemins tortueux du militantisme politique pour accéder à sa haute fonction institutionnelle, semble suivre la consigne à la lettre. Même le Conseil de gouvernement, quand il venait à se tenir, est devenu de moins en moins médiatique.

Contrairement au Conseil des ministres qui jouit, lui, de toute la publicité voulue. Il serait pour le moins simpliste que de se résumer à croire qu'en muselant son Premier ministre, le président Bouteflika n'opère que d'un rappel de ce que le patron de l'Exécutif c'est lui et lui seul et que Ouyahia devra seulement officier en tant que coordinateur de l'équipe ministérielle. Sans plus.

Mais pourquoi Ouyahia seul se trouve soumis au drastique régime de ministre sans parole ? Le reste des ministres, pendant que Ouyahia se tait, ne lésinent pas sur l'expression publique. Il en est même qui en font un usage abusif.

Le Premier ministre souffre-t-il d'une mise à l'écart qui ne dit pas son nom et qu'il ne garde son rapport à la fonction que le temps que se décide le remaniement ministériel ? Auquel cas, les pannes politique, sociale et économique n'auront, une fois encore, que grillé un fusible.

Et pour avoir déjà joué le rôle du fusible, Ahmed Ouyahia n'aura pas, s'il advient, à faire connaissance avec un sort nouveau.

S. A. I.

AÏN TURCK (ORAN)

Un sit-in tourne à l'émeute

Il y a trois jours, rien n'indiquait que la contestation citoyenne qui avait eu lieu dans la localité d'El Ançor (daïra d'Aïn Turck), où une dizaine d'habitants avaient observé ce samedi un sit-in devant l'entrée de l'une des carrières situées au niveau de leur région, responsables selon les manifestants de la dégradation de leur état de santé, allait se transformer en une émeute qui a éclaté durant la matinée d'hier.

Selon la gendarmerie, ils étaient environ 2000 personnes à manifester en bloquant l'accès à la carrière gérée par des Turcs, puis ont usé de cocktails Molotov lorsque les affrontements entre eux et la gendarmerie ont éclaté vers 10 heures du matin.

Le sit-in en question avait été maintenu par un piquet de grève à travers la mise en place de deux tentes sur les lieux et ce, depuis le samedi 24 octobre 2009.

Hier matin les contestataires ont désigné un comité de négociation qui devait s'entretenir avec la gendarmerie et les autorités concernées. N'ayant plus de raison d'occuper davantage les lieux puisqu'un comité avait été désigné, le colonel Bidel expliquera à la presse que l'intervention de la gendarmerie était nécessaire pour rétablir l'ordre public, d'où l'utilisation de gaz lacrymogènes face à la détermination des manifestants. L'on saura selon notre interlocuteur que deux jeunes parmi les manifestants ont été légèrement blessés et évacués vers les urgences.

Toujours selon notre interlocuteur, la gendarmerie a pu arrêter le meneur de cette manifestation. Il s'agit d'un repris de justice qui avait déjà purgé une peine de dix ans de prison et qui serait derrière cette manifestion de colère. Cet individu aurait contacté la société Türk pour négocier avec ses responsables une contrepartie évaluée à 600 millions de centimes pour leur assurer le calme. En cas de refus, il pousserait les habitants à manifester.

Photo : DR

Plus de 2 000 personnes ont bloqué l'accès à la carrière.

Sur les lieux, l'odeur des gaz lacrymogènes empestait l'atmosphère et des manifestants encagoulés usaient de cocktails Molotov et de jet de pierres contre la gendarmerie qui avait déjà dépêché sur les lieux deux escadrons déployés dans les zones dites sensibles au niveau du village d'El Ançor. Plusieurs arrestations furent opérées parmi les manifestants. Les autres contestataires semblaient décidés à ne pas lâcher prise et s'étaient mis en faction face à la gendarmerie qui protégeait l'APC et l'accès au village. C'est ainsi que les échauffourées se sont poursuivies jusqu'en début d'après-midi. Selon les citoyens que nous avons rencontrés, entre les explosions de mines utilisées par les carrières pour la destruction des roches, qui causent des nuisances sonores, sans oublier la poussière et la pollution qui affectent la santé des habitants, les manifestants déplorent en plus les désagréments de la décharge d'El Ançor. «Autant dire qu'ils veulent nous chasser de chez nous», nous confient des jeunes en colère.

Durant le sit-in de samedi dernier, les manifestants avaient fait savoir que «pas moins de 2 500 personnes, notamment des enfants, souffrent actuellement de maladies respiratoires et autres maladies chroniques.», tout en évoquant la nécessité de l'intervention des autorités compétentes pour la préservation de l'environnement. «Quelque 500 engins travaillent au niveau des trois carrières situées à El Ançor. Vous ne pouvez pas savoir à quel point ces engins sont polluants, sans oublier les dégâts occasionnés sur nos habitations. D'ailleurs regardez par vous-même les importantes fissures sur les murs», avaient alors dénoncé les personnes qui avaient pris part au sit-in. Après trois jours d'attente et constatant que les autorités locales n'avaient pas réagi face aux doléances exprimées samedi, la contestation a pris un autre tour, selon les manifestants, qui disent ignorer ce chantage qu'aurait exercé cet individu, tout en précisant : «Nous nous sommes mis en colère lorsque la gendarmerie a tenté de nous déloger de notre sit-in et lorsque les arrestations ont commencé. De plus, tenez, ils utilisent des gaz lacrymogènes périmés datant de 2003 d'où cet effet plus qu'insupportable». Selon une source sûre, environ 18 personnes ont été hospitalisées dont 3 seraient dans un état grave.

A l'heure où nous mettons sous presse, un calme précaire semble s'être installé même si manifestants et gendarmes demeurent sur les lieux.

Ben Aziz et A. B.

Plusieurs engins appartenant à la société turque incendiés et une trentaine de personnes blessées dont trois dans un état grave

Une fois arrivés au niveau des lieux où est observé un sit-in depuis plus de trois jours, nous avons pu constater l'incendie qui a touché des chalets appartenant aux employés des carrières ainsi que quelques engins endommagés et d'autres incendiés par les manifestants durant les affrontements avec la gendarmerie.

Questionnés sur le repris de justice qui aurait négocié 600 millions de centimes, somme contre laquelle il assurait le calme au gérant turc, nos interlocuteurs turcs disent ne rien savoir de cette affaire et que s'il y a eu ce type de marchandage, ça n'a pas été fait avec eux. Parmi les employés turcs figurent quatre blessés, dont l'un en chutant de l'un des engins durant les affrontements entre gendarmes et manifestants a eu l'oreille arrachée.

Selon des sources hospitalières, le nombre de blessés a atteint la trentaine dont trois dans un état grave. Vers 15h30, un renfort d'une dizaine de fourgons de la gendarmerie a été appelé, alors que les affrontements avaient repris. A en juger par le redéploiement des forces de sécurité, les lieux où se regroupaient les manifestants allaient être investis incessamment.

Le nombre d'arrestation ne nous a pas encore été communiqué mais on estime à plus d'une vingtaine de manifestants arrêtés.

B. A.

PRÉSIDENT D'APC SÉQUESTRÉ ET ROUTE BLOQUÉE

Colère à Chabet El- Ameur

Le président de l'Assemblée populaire communale séquestré dans son bureau, la RN-68 (les Issers/Kadiria par Chabet-El-Ameur et Tizi Ghenif) bloquée, les établissements scolaires et la poste fermés.

Le ras-le-bol des citoyens de Chabet-El-Ameur est, pour la énième fois, transféré dans la rue. C'est donc l'émeute décidément récurrente dans cette municipalité.

Les villageois de Matoussa, localité située à environ 5 kilomètres du chef-lieu communal, enferment depuis 8 heures du matin de ce lundi leur P/APC, M. Kezadri Lounés. L'institution de l'Etat est donc totalement paralysée.

Le premier magistrat communal, maintenu cloîtré dans son bureau depuis 30 heures que nous avons joint par téléphone nous affirmait qu'il ne subissait aucune violence. «Pour l'heure, ça se déroule dans le calme», nous dira-t-il. C'est lui-même qui par ailleurs nous a confirmé la principale exigence des manifestants : son départ.

D'après lui les revendications de ses administrés en colère ne sont pas très claires. Il n'a pas raté l'occasion pour désigner selon lui le meneur de ces actions. Il désigne le coordinateur local du RND qui veut, à en croire notre vis-à-vis, changer de camp politique. A noter que le P/APC est élu sur la liste du même parti. Ce mardi les insurgés ont en outre fermé la route nationale 68. De plus, selon un syndicaliste de la localité, la poste, le lycée, les CEM et quelques écoles primaires de la commune observent une grève de solidarité avec les insurgés. L'insuffisance du transport scolaire, l'état des routes, la pénurie de l'eau potable en particulier mais surtout le marasme social vécu depuis des lustres dans cette agglomération sont les motifs qui fâchent les Chabetois. Aux difficultés quotidiennes qui leur empoisonnent la vie s'ajoutent ce que quelques citoyens que nous avons rencontrés relèvent contre leur P/APC, spécialement sa conduite malvenue à l'endroit de la population et son snobisme envers ses administrés. Faut-il rappeler qu'il ne se passe pas un trimestre sans que le siège de la commune de Chabet-El-Ameur ne soit pris d'assaut et fermé par les citoyens de l'un des nombreux villages de cette commune. Et la liste des revendications reste invariable. Hier à la mi-journée, le cabinet du wali se proposait, selon ce que nous a déclaré le P/APC en otage, d'envoyer une délégation pour négocier. Les manifestants ont opposé un niet catégorique à cette offre. Eux qui ont vu tant de délégations défiler dans leur commune exigent la présence du wali en personne. A l'heure où nous mettons sous presse la situation était toujours bloquée.

Abachi L.